

**Faits saillants du FPHN 2022 :
Lundi 11 juillet 2022**

Le FPHN a conclu son focus sur cinq ODD par une discussion matinale sur les progrès de l'ODD 15 (vie terrestre). Les orateurs ont souligné la nécessité de valoriser les services écosystémiques et les forêts pour accroître la protection de la nature. Au cours de l'après-midi, les intervenants ont réfléchi à la manière de reconstruire en mieux dans les Petits États insulaires en développement (PEID).

Quarante-quatre pays organiseront des ENV à l'édition 2022 du FPHN, dont 11 pays pour la première fois, 28 pour la deuxième fois, 3 pour la troisième fois et 2 pour la quatrième fois. Lundi, le Togo et l'Uruguay ont présenté les deux premiers ENV à l'édition 2022 du FPHN.

Présentation du rapport sur le cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables (10YFP)

Notant que les niveaux mondiaux d'utilisation de matériaux continuent d'augmenter, Irfan Tariq, Président du '10YFP/One Planet Network', a présenté le rapport d'avancement du cadre 10YFP. Il a déclaré que la consommation et la production durables (CPD) peuvent être un catalyseur des efforts mondiaux visant à mieux reconstruire, mais a fait état des défis persistants, notamment le manque de données, de capacités, de technologies et de soutien financier aux pays en développement.

Focus sur les ODD : ODD 15 et liens avec d'autres ODD – La vie terrestre

Yuxi Zhang, Division des statistiques de l'UNDESA, a partagé les conclusions de l'édition 2022 du Rapport sur les objectifs de développement durable concernant la mise en œuvre de l'ODD 15. Il a signalé que la couverture forestière mondiale continue de diminuer à l'échelle mondiale, avec des pertes élevées en particulier en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, et avec environ 40 000 espèces documentées menacées d'extinction. Il a précisé que l'expansion agricole était à l'origine de près de 90 % de la déforestation mondiale et a souligné la nécessité de réduire la perte nette d'habitat et de la transition vers une agriculture durable.

Nigel Sizer, Directeur exécutif de l'initiative 'Prévenir les pandémies à la source', a modéré la session et a souligné que redécouvrir notre place et notre responsabilité dans la nature est fondamental pour la réalisation des ODD.

Bruno Oberle, Directeur général de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), a affirmé que "nous n'investissons pas assez dans la nature parce que nous la sous-estimons". Il a appelé la 15^{ème} Réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 15 de la CDB) à assurer la responsabilisation, le suivi et les moyens de mise en œuvre, et à réorienter les financements publics pour soutenir, plutôt que nuire, à la nature.

Uyunkar Domingo Peas, peuple Achuar de l'Équateur et représentant de la Confédération des nations autochtones de l'Amazonie équatorienne pour l'Initiative Amazon Sacred Headwaters, a souligné les efforts de l'Initiative pour protéger certaines parties de la forêt amazonienne. Il a appelé à remédier à la bureaucratie afin que les fonds puissent parvenir plus rapidement aux pays en développement et à mettre fin à la persécution des défenseurs de l'environnement.

Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la CEE-ONU et coordinatrice des commissions régionales, a appelé à une impulsion transformatrice pour s'assurer que les dépenses

publiques sont alignées sur les ODD, notamment à travers : des solutions fondées sur la nature, des obligations vertes et bleues, ainsi que des crédits carbone ; la suppression des subventions pour les activités qui contribuent à la perte de biodiversité ; la promotion d'une compréhension du lien nature-santé ; et l'encouragement de l'engagement des parties prenantes.

Ralph Chami, Responsable de la surveillance régionale pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie centrale au FMI, a appelé à un changement de paradigme d'une économie extractive à une économie régénérative qui accorde de la valeur aux services écosystémiques, pour assurer leur protection par les marchés d'une manière qui profite aux intendants.

Soulignant le rôle essentiel des forêts dans la réalisation de l'ODD 15, Zéphyrin Maniratanga, Représentant permanent du Burundi auprès de l'ONU, Président de la 18^e session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF 18), a appelé à passer d'une approche cloisonnée à une approche intégrée pour assurer la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies pour les forêts couvrant la période 2017-2030 et de l'Agenda 2030.

Les délégués ont examiné la nécessité : d'adopter une approche systématique alignée sur la CDB et d'autres instruments ; d'atteindre l'Objectif 11 d'Aichi pour la biodiversité concernant la désignation d'aires protégées ; de mettre en œuvre une approche pansociétale des solutions fondées sur la nature ; de criminaliser l'écocide ; de convenir d'un nouveau cadre mondial ambitieux pour la biodiversité lors de la COP 15 de la CDB, y compris les finances pour le soutenir ; et de mettre en œuvre l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazu).

Ils ont également envisagé des mesures pour traiter : la perte de biodiversité due au changement climatique et l'utilisation des terres et le changement d'affectation des terres ; les liens entre les objectifs d'Aichi pour la biodiversité et les ODD ; la participation effective des femmes à l'Agenda 2030 ; et les CPD pour faire face à la triple menace planétaire. Certains ont également salué la mise en place d'un dialogue mondial sur les CPD.

Ajanta Dey, Co-secrétaire et Directrice de programme, Nature Environment and Wildlife Society, a souligné la nécessité d'une « dé-mondialisation » en renforçant les économies circulaires locales et en investissant dans les communautés, et a souligné l'intérêt de consulter les membres plus âgés de la communauté pour une bonne gestion des terres.

Julie Nash, Directrice principale du programme Alimentation et forêts, Ceres, a noté que l'intérêt des investisseurs pour la protection et la restauration des forêts augmentait, en partie grâce à une meilleure compréhension des risques associés à l'approche du statu quo, et a encouragé les pays à développer l'entreprise du plaidoyer en faveur d'investissements favorables à la nature.

Paul Divakar Namala, Organisateur du Forum mondial des communautés discriminées sur le travail et l'ascendance, a souligné que plus de 260 millions de personnes sont victimes de discrimination dans le travail sur la base de leur ascendance et de leur statut ancestral. Il a appelé à accorder à ces communautés le droit d'accéder à la terre et au soutien de la société, et à leur prise en compte dans les ENV.

Daniel Samuelsson, Représentant suédois de la jeunesse à l'édition 2022 du FPHN, a souligné les messages du Rapport science et jeunesse de la Conférence Stockholm+50, notamment sur la nécessité de : représenter officiellement les jeunes dans les processus politiques ; reconnaître l'écocide comme un crime ; et renforcer la justice climatique, notamment par une mise en œuvre plus stricte du principe pollueur-payeur.

Dans leurs interventions, les délégués ont souligné la nécessité d'un financement prévisible et accessible et d'une approche inclusive et équitable en faveur des pauvres dans la poursuite de l'ODD 15. Le Bélarus a souligné les différences territoriales avec la Pologne.

Mosimanegape Nthaka, Responsable principal des ressources naturelles, ministère de l'Environnement et du Tourisme du Botswana, a fait état du danger que représentent les espèces exotiques envahissantes, la dégradation des sols et la mauvaise gestion des déchets pour les forêts.

Les délégués ont ensuite présenté les réalisations et les activités en cours en matière de reboisement. Ils ont souligné l'importance, entre autres : des engagements politiques, de l'application des lois et du financement ; d'une croissance inclusive pour tous ; de la création des emplois tout en inversant la tendance à l'informalité croissante dans le secteur du travail ; et de l'empêchement de l'exploitation des ressources naturelles par les marchés. Ils ont également souligné la nécessité de : tenir compte de l'interdépendance de tous les ODD ; reconnaître les droits des peuples autochtones à la terre ; et accroître les investissements climatiques dans les communautés locales. Ils ont mis en exergue les pertes environnementales et les effets néfastes sur la santé résultant de la guerre de la Russie en Ukraine.

Examens nationaux volontaires

Simféitchéou Pré, Ministre conseiller du Président du TOGO, a présenté une vidéo résumant l'ENV du pays. Dans une allocution vidéo, Victoire Tomegah Dogbé, Première ministre du Togo, a souligné les principaux domaines dans lesquels le Togo a investi, notamment : le renforcement de l'économie numérique ; l'amélioration de l'accès à l'éducation ; l'égalité des genres, notamment par le biais du Programme d'excellence des femmes africaines ; des transferts monétaires aux plus vulnérables pendant la COVID-19 ; des partenariats public-privé ; l'économie bleue ; et un programme national de reboisement. Elle a mentionné le terrorisme comme étant un défi pour le développement durable du pays.

Isaac Alfie, Directeur du Bureau de la planification et du budget, URUGUAY, a souligné, entre autres, un taux de vaccination de 80 % dans son pays ; les investissements dans les plateformes éducatives et l'emploi et le développement professionnel des femmes ; l'intégration des considérations liées au changement climatique dans les politiques économiques et la planification des finances publiques ; des efforts pour électrifier les transports publics ; la mise en place d'un réseau local pour favoriser l'alignement des entreprises sur les ODD ; et deux grands programmes pour augmenter le financement de la protection des écosystèmes.

Répondant aux observations, Pré a indiqué que le Togo travaillait sur une manière institutionnalisée d'impliquer les parties prenantes et soutenait la mise en œuvre du plan national de développement du pays par le biais de partenariats public-privé et par le biais de sa diaspora. Il a également rendu compte d'un projet de la Banque mondiale qui améliorera la résilience côtière ; une réponse institutionnelle intégrée à la COVID-19 ; des mesures de soutien à la population, notamment la gratuité de l'eau et de l'électricité, la gratuité de la scolarisation et des transferts monétaires ; et les efforts pour renforcer la résilience et la relève en riposte au terrorisme.

En réponse aux observations, Alfie a rendu compte des efforts déployés pour soutenir l'apprentissage pendant la pandémie grâce à un apprentissage partiel en mode présentiel dans les premiers jours de la pandémie, l'élaboration d'une feuille de route intégrée pour une décarbonation plus poussée et la priorisation de l'éducation dans le budget de l'année prochaine face à des niveaux élevés de déficit budgétaire.

Petits États insulaires en développement : mieux reconstruire dans des situations de vulnérabilité

Dans son allocution d'ouverture, le Coprésident du groupe d'experts sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle (IVM), le Premier ministre Gaston Browne, Antigua-et-Barbuda, a souligné les principes directeurs du Secrétaire général des Nations Unies pour l'IVM proposé, notamment que les indicateurs devraient représenter la multidimensionnalité, l'universalité, l'exogénéité, la disponibilité et la lisibilité.

Soulignant qu'il n'y a pas de développement durable sans résilience, Hyginus Leon, Président de la Banque de développement des Caraïbes, a proposé un indicateur de capacité de résilience interne pour étayer la prise de décision en matière de financement concessionnel, afin d'intégrer la vulnérabilité des PEID à des questions telles que le changement climatique, les retombées des guerres et les pandémies mondiales.

Modérant la session, Heidi Schroderus-Fox, Haute Représentante par intérim, Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les PEID (UN-OHRLLS), a fait état d'inversions du développement durable dans les PEID au cours de la période pandémique, et a déclaré qu'un IVM rendra compte des réalités sur le terrain.

Natalie Cohen, membre du groupe sur l'IVM, ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Australie, a souligné que les chocs externes ne sont pas reflétés dans les indices pondérés par le revenu tels que le revenu national brut (RNB), soulignant qu'un IVM fournira certitude et prévisibilité dans la transition des États vers des niveaux économiques plus élevés.

José Luís Rocha, membre du groupe sur l'IVM, Cabinet du ministre des Affaires étrangères du Cap Vert, a souligné que l'IVM serait appliqué universellement à tous les pays en développement, appelant à un financement concessionnel pour les PEID afin de promouvoir la relance après les chocs externes.

Soulignant l'importance d'adopter une approche fondée sur des données probantes, Louise Fox, membre du groupe sur l'IVM du Brookings Institute, a souligné le défi de la disponibilité des données pour l'IVM, qui peut constituer un défi particulier dans des pays tels que les PEID qui peuvent ne pas disposer d'agences statistiques bien dotées en personnel.

Amanda Milling, Ministre chargée de l'Asie et du Moyen-Orient, Royaume-Uni, a reconnu la nécessité de placer « la vulnérabilité au cœur de la finance », a souligné l'importance de relever les défis de l'éligibilité à la dette et de la bureaucratie, et a évoqué plusieurs initiatives visant à aider les PEID à devenir plus résilients aux chocs.

Tamisha Lee, Réseau jamaïcain des femmes productrices rurales, a souligné l'importance des agriculteurs et des économies rurales dans la lutte contre la pauvreté, la lutte contre le changement climatique et de la garantie de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et a appelé à : des politiques et des investissements publics axés sur les agriculteurs, et un soutien à la lutte contre le changement climatique aux pratiques intelligentes et à l'agriculture biologique.

Les délégués ont souligné que l'IVM était un outil potentiellement salvateur pour aider les PEID à accéder à des financements concessionnels, ont souligné les impacts de la crise socio-économique en cours pour la région des Caraïbes et ont appelé à ce qu'il soit pris en compte dans tout IVM. Ils ont également souligné la nécessité de renforcer la résilience des PEID et de promouvoir l'apprentissage entre pairs, et d'inclure les peuples autochtones dans l'élaboration des indicateurs.

Les intervenants ont également parlé : de la nécessité d'une conclusion rapide des discussions sur l'IVM ; du long périple pour arriver au processus IVM sous l'ONU ; de la nécessité d'un IVM clair avec des indicateurs quantifiables ; de la nécessité pour les institutions financières internationales de participer à la discussion sur l'IVM ; et de l'aspect « pansement » du soutien international aux PEID, qui ne s'attaque pas à la vulnérabilité. Ils ont également discuté de la nécessité de donner la priorité aux femmes et aux jeunes dans la prise de décision économique et financière ; l'importance de la coopération internationale pour remédier aux vulnérabilités des PEID, notamment par le biais du Fonds mondial de développement et de la coopération Sud-Sud ; la nécessité de réformer le système international pour faire face aux sanctions économiques unilatérales ; et la résilience des PEID face aux menaces exogènes au fil des décennies.

En conclusion, le modérateur Schroderus-Fox, UN-OHRLLS, a annoncé le lancement d'un nouveau rapport sur les défis et les opportunités des PEID en matière d'accès au financement climatique.

Dans les couloirs

Alors que le FPHN terminait sa dernière « plongée en profondeur » dans les ODD mis en exergue cette année, certains se sont demandé si la session avait relevé le défi de susciter la dynamique nécessaire pour remettre les ODD sur les rails au milieu d'un monde en crise. Plusieurs délégués se sont demandé comment une session annuelle de huit jours pourrait mieux examiner les lacunes dans les évaluations, fournir des orientations politiques et examiner les tendances émergentes, étant donnée la nécessité de tenir compte des appels, entendus la semaine précédente, à un processus plus « disruptif » lors du Sommet des ODD de 2023.

Pendant ce temps, un nombre croissant de tests COVID-19 positifs parmi les délégués ont empêché certains d'entre eux de participer, ce qui rappelle le potentiel perturbateur continu de la pandémie à l'intérieur et à l'extérieur des salles de l'ONU.